

en cas d'investigations policières. Cela sert aussi à capter des prestations sociales et à accélérer les sorties de prison des membres de l'organisation grâce à des contrats de travail. L'entreprise permet de contrôler un territoire en créant des emplois, en donnant l'impression qu'on participe à son développement économique.

Pourquoi certains secteurs sont-ils plus touchés ?

Le BTP, mais aussi les déchets ou la restauration ?

Ce sont des activités où il est difficile de vérifier le chiffre d'affaires déclaré. Aujourd'hui se sont ajoutés l'agriculture et les centres commerciaux : la nécessité de les approvisionner permet de faire pression sur le petit commerce et d'inféoder les producteurs locaux.

Diriger ces entreprises mafieuses requiert-il de bonnes compétences ?

Pas forcément. Il s'agit de petites entreprises, pas des holdings comme aime le faire croire Hollywood. Pour une autoroute en Italie par exemple, chaque clan construit le tronçon qui traverse son territoire. Avec

un système de file d'attente qui montre que la coopération est plus courante que la concurrence acharnée. C'est la même chose quand la mafia s'exporte : en Australie, la 'Ndrangheta s'appuie sur des réseaux de bikers locaux par exemple.

A quoi sert l'argent récolté ?

On a le sentiment parfois que les mafieux ne savent plus quoi en faire : lors de l'arrestation d'un camorriste, la police avait trouvé des bocaux de confiture avec des billets de banque enfouis sur sa propriété. Car l'argent ne sert pas forcément à financer des trains de vie déliants, ce qui distingue les mafieux des gangsters. Si les camorristes peuvent

être m'as-tu-vu, les Siciliens et les Calabrais font plutôt profil bas : quand on a arrêté Toto Riina ou Bernardo Provenzano, ils vivaient comme des chiens. Même si ça dépend des personnalités, beaucoup jouent d'une image de juge de paix, d'homme comme les autres. Plus que l'argent, c'est le pouvoir qui les motive, ce que comprennent mal les économistes et parfois même les forces de l'ordre. Les juges Falcone et Borsellino avaient pourtant expliqué que la mafia existe indépendamment de sa source de revenu. Ainsi du trafic de stupéfiants : elle s'y est mise, mais peut en sortir sans mettre en péril son existence. Ce qui permet de comprendre pourquoi elle continue de racketter, alors même que cela demande beaucoup de temps et de main-d'œuvre sans rapporter beaucoup. Le racket, c'est la souveraineté, le pouvoir, c'est montrer qu'on est maître d'un territoire.

Pourquoi les commerçants et entrepreneurs cèdent-ils au racket ?

Imaginez qu'on vous demande de faire des fausses factures, que celui qui vous le demande puisse

vous l'imposer par la violence physique ou en vous expulsant tout simplement d'un marché public qu'il contrôle, vous feriez votre petit calcul et vous vous diriez sans doute que vous allez coopérer. Une fois les fausses factures faites, impossible de le dénoncer, car cela reviendrait à vous dénoncer vous-même. C'est un ressort très puissant. Quand on regarde en Italie la trajectoire de conquête de l'Emilie-Romagne par la mafia calabraise, elle s'est faite sans la moindre dénonciation. Alors que c'est une région dotée d'une forte tradition de coopératives, la mafia a pris le pouvoir en trois décennies, au point que des conseils municipaux ont dû être dissous pour infiltration mafieuse.

Si on met de côté la question morale, en quoi l'infiltration dans l'économie légale est-elle un problème ?

D'abord parce que les mafieux ne sont pas toujours des entrepreneurs compétents. Ensuite parce que ça grise toute l'économie, l'argent circulant entre légal et illégal : on ne sait plus qui fait quoi, si le BTP ne sert pas à alimenter le trafic de drogue, etc. Enfin, les mafieux procédant par expropriation, cela expulse les agents honnêtes de l'économie légale, sans compter que cela décourage les investisseurs, comme on l'observe en Sicile. Certaines études en concluent que l'écart économique entre le sud et le nord de l'Italie s'explique par la présence des mafias. C'est compliqué à vérifier, mais il est certain qu'elles ont plutôt été une entrave qu'un propulseur de l'activité économique.

Cela ne se défend-il pas ? Les mafias pourraient s'assagir en se légalisant...

Oui, on peut se poser la question : ne faudrait-il pas encourager leur entrée dans l'économie légale ? Après tout, un criminel enrichi peut considérer qu'il est temps pour lui de prendre moins de risques et vouloir transmettre un patrimoine à ses enfants. C'est ce qu'on observe avec certains migrants, pour qui être dans l'illégalité n'est pas une trajectoire volontaire et qui le plus souvent entrent dans la sphère légale dès que cela leur est possible. Cependant, il en va autrement des mafieux. D'abord, même si cela peut être pour des raisons économiques, entrer dans la mafia est un acte volontaire : le prétendant prête serment, la rédemption n'est pas recherchée en priorité. Ensuite, cette idée qu'un mafieux enrichi pourrait désirer la légalité est un raisonnement purement économique qui repose sur un calcul d'intérêt, un arbitrage entre coût et bénéfice. C'est ignorer encore une fois que la question du pouvoir est centrale dans cette affaire : exercer un pouvoir en parallèle de l'Etat, sans endosser les responsabilités de l'Etat, c'est cela qui motive ces gens, et de manière quasi existentielle. Un proverbe sicilien le dit avec beaucoup de raffinement : « *Commander, c'est mieux que baiser.* » ■

EN CALABRE, LES HÉROS SONT FATIGUÉS



Récolte des olives sur un terrain confisqué à la 'Ndrangheta dans la plaine de Gioia Tauro.

Longtemps considérée comme une mafia "agricole", la 'Ndrangheta est en pleine expansion. Face à elle, malgré quelques succès, la société civile peine à résister, et les héros de l'anti-mafia ne cachent pas leur lassitude

Par Julie DÉLÉANT
et Victor LE BOISSELIER,
envoyés spéciaux à Polistena

Photos : Alessandro MALLAMACI

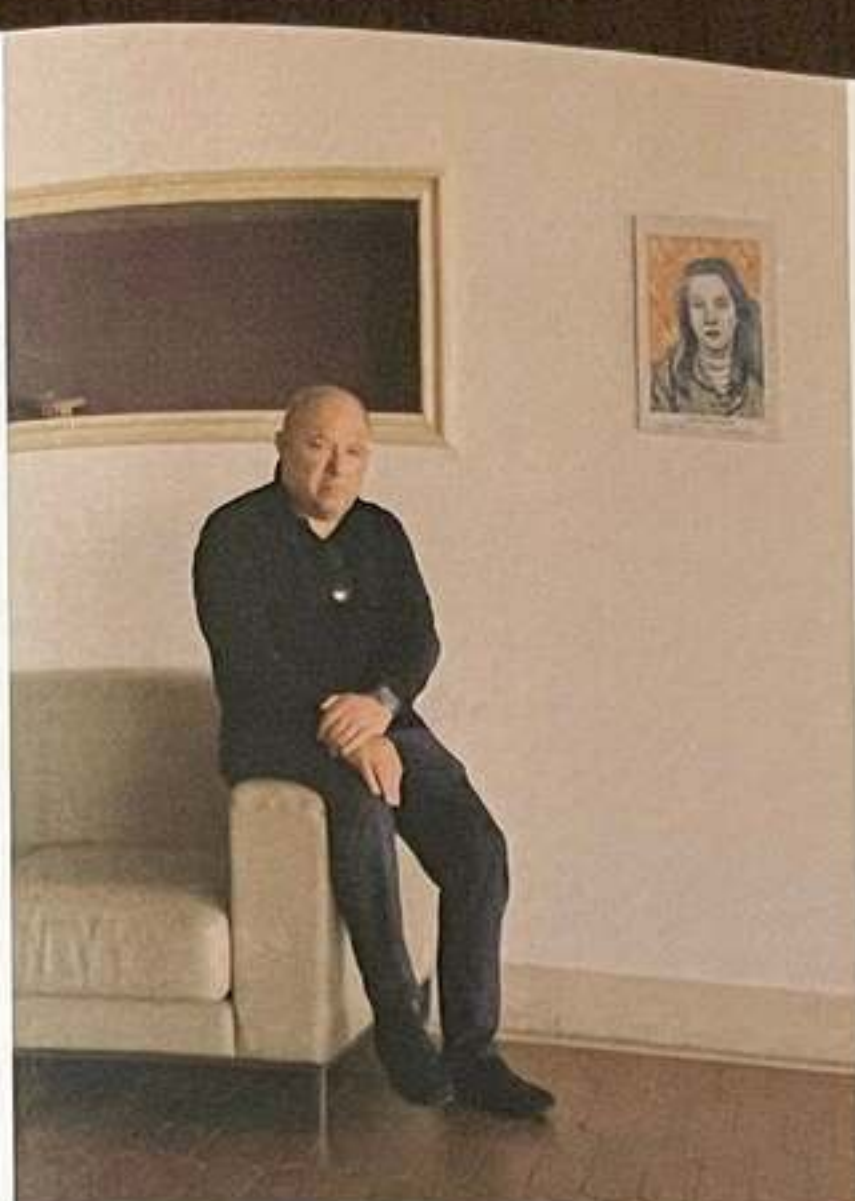
Il y a les adeptes de l'heure bleue, ceux de l'heure dorée. Le soir venu, Michele Albanese profite quant à lui de son « heure d'air ». « *D'air libre, comme les prisonniers* », précise-t-il. Regard perçant caché derrière ses Ray-Ban, le journaliste déambule à pas lents, cigarette à la main, flanqué de ses deux agents d'escorte. Ici, il se « sent bien ». Il faut dire que, depuis le parvis de l'église de la Trinité de Polistena, la vue sur la plaine de Gioia Tauro est imprenable. Située à l'extrême sud-ouest de la Calabre, sa « zone », comme il l'appelle, borde la mer Tyrrhénienne au niveau de la pointe de la Botte.

D'un large geste du bras, il en délimite les contours. C'est là qu'il a grandi, qu'il vit et qu'il travaille. Entre les îles Eoliennes et le massif de l'Aspromonte, agrumes et oliviers séculaires se déploient sur des hectares, avant de plonger dans la Méditerranée. ■

A gauche : Domenico Fazzari, directeur de la coopérative agricole Valle del Marro, qui gère environ 1000 hectares de terres prises à la mafia.

Au centre : le Centro Polifunzionale Padre Pino Puglisi, à Polistena, dans un bâtiment saisi à la 'Ndrangheta, accueille un centre de jeunesse, une bibliothèque, une clinique.

A droite : le journaliste Michele Albanese, qui a enquêté sur le fonctionnement de la mafia calabraise pour le « Quotidiano del Sud », ce qui lui vaut des menaces de mort (photo prise au centre Padre Pino Puglisi).



■ Derniers remparts avant la mer, les imposantes grues du terminal de Gioia Tauro, principal port à conteneurs italien, et sa zone industrielle en friche.

Quand Michele Albanese, 62 ans, intègre la rédaction du « Quotidiano del Sud », au début des années 1980, sa « zone » est déjà le fief de la mafia calabraise, la 'Ndrangheta. L'une des trois mafias italiennes, avec Cosa Nostra et la Camorra. Longtemps sous-estimée parce que principalement « agricole », elle est devenue l'une des plus puissantes organisations criminelles du monde. Marchés publics, trafics de drogue, implantation à l'international... Du Canada à l'Australie en passant par la Côte d'Ivoire, la 'Ndrangheta étend ses ramifications. La Calabre n'est bien sûr pas en reste. Dans le port de Gioia Tauro, plus de 16 tonnes de cocaïne ont été saisies en 2022, soit deux fois plus qu'au Havre pour la même période (7 tonnes), mais surtout dix fois plus qu'il y a dix ans (1,65 tonne en 2013).

Au fil de ses articles, Michele Albanese a documenté ces saisies de drogue, les coups de filet de la police ou l'influence des cosche, les familles « ndranguétistes ». Ses enquêtes lui valent des menaces de la part de clans locaux. Le 17 juillet 2014, il est placé sous escorte. « Et je peux vous dire précisément combien cela fait de jours, d'heures, de minutes. » Dans ces conditions, pourquoi continuer ? « C'est ma terre, j'y reste. De toute façon, maintenant c'est trop tard. » Alors le journaliste résiste à sa manière, en continuant à travailler, surtout,

sans se cacher : pour lui, se montrer est une première forme de lutte.

En Calabre, les initiatives de la société civile pour contrer l'influence mafieuse sont rares. Elles n'ont jamais trouvé le même écho qu'en Sicile, où les attentats de 1992 contre les juges Falcone et Borsellino ont entraîné l'émergence d'un mouvement populaire. Si la fin du XX^e siècle a été marquée en Calabre par les guerres de mafia et les homicides par centaines, « la 'Ndrangheta n'a jamais défié l'Etat ni tué ses représentants comme l'a fait Cosa Nostra », explique Michele Albanese. Le journaliste énumère d'autres causes, comme l'exil massif des jeunes, afin d'expliquer l'échec d'un mouvement citoyen d'ampleur.

ROMPRE LE FATALISME

Ces dernières années, les principales victoires contre la 'Ndrangheta ont été judiciaires. En marge, certains activistes tentent d'œuvrer à leur échelle. Alors que la lumière du jour décline, Michele Albanese attrape son téléphone. Comme pour rompre son fatalisme, il tient à présenter l'un de ses proches, Don Pino Demasi. Quelques minutes plus tard, le prêtre de Polistena fait son apparition sur la place, saluant chaleureusement un groupe de jeunes à vélo. « Il faut conscientiser la population, lui faire comprendre que la présence de la 'Ndrangheta n'est pas une fatalité », explique-t-il. Pendant longtemps, le travail de « conscientisation » est passé par l'Eglise et par le Parti communiste,

très actifs dans la plaine de Gioia, avant que leur influence décline. Mais, s'appuyant à la fois sur l'intimidation et sur le clientélisme, l'organisation criminelle a fait mieux que résister. Devenue une mafia plus entrepreneuriale que sanguinaire, la 'Ndrangheta a su créer ce que l'on appelle ici un « consensus », nourri par des investissements dans les entreprises et les associations comme les clubs de football.

Dans un territoire au taux de chômage élevé, Don Pino veut jouer sur le même terrain et proposer des actions concrètes : « Réquisitionner les biens confisqués à la 'Ndrangheta et y créer de l'activité, des droits. Et ouvrir une autre perspective. » En 2004, le religieux participe à la fondation de la coopérative agricole Valle del Marro, qui s'étend aujourd'hui sur un millier d'hectares, dispersés dans la plaine de Gioia Tauro. Ces terres confisquées à des familles mafieuses produisent chaque année olives, agrumes, piments et même quelques kiwis.

A côté de l'aspect commercial, le directeur de la coopérative, Domenico Fazzari, insiste sur le « travail réalisé à 360 degrés ». Il cite la création d'un club de football ou l'emploi des travailleurs agricoles étrangers, venus principalement d'Afrique subsaharienne. Un enjeu essentiel dans une région marquée par le soulèvement des travailleurs migrants en 2010 contre le racisme dont ils font l'objet. Aujourd'hui, la plupart restent dans une précarité dont la criminalité organisée n'hésite pas à tirer profit.

La coopérative est membre de Libera, principal réseau associatif de l'anti-mafia en Italie, dont la réutilisation des biens confisqués à usage social est le fer de lance. Le modèle a fait ses preuves, et Valle del Marro continue de se développer : une boutique de produits estampillés « Libera Terra », issus des récoltes de la coopérative, doit bientôt ouvrir ses portes en périphérie de Polistena. L'action de la coopérative est souvent citée en exemple de la résistance à la 'Ndrangheta, et Domenico Fazzari ne compte plus les journalistes, nationaux ou internationaux, venus lui rendre visite. La preuve des vertus de l'initiative, mais également de son caractère exceptionnel. « Le manque de coopération est très préjudiciable ici, où, culturellement, on a pris l'habitude de ne pas s'occuper de ce que fait le voisin, explique le directeur. Or, si l'on veut voir un jour ce territoire se développer, ce sera en se préoccupant du bien-être de tous. »

Résumer le faible engagement de la société civile en Calabre à une « mentalité calabraise » serait néanmoins une erreur, met en garde Anna Sergi, professeure en criminologie à l'université de Sussex et spécialiste de la 'Ndrangheta. « Durant les entretiens que j'ai pu avoir à Gioia Tauro, la problématique urgente n'apparaît pas être la mafia, mais le désintérêt de l'Etat », nuance-t-elle. Pour la chercheuse, la restauration de « tous les services sociaux » doit être une priorité, alors que les projets estampillés « anti-mafia » captent aujourd'hui la

grande majorité des subventions. La population, quant à elle, fait face à un dilemme que résume la criminologue : « Qu'est-ce qui me profite le plus ? Payer le prix de l'extorsion, qui souvent n'est pas très cher et me permet de vivre tranquillement sans me disputer avec mes proches ? Ou alors me lancer dans une bataille morale, car ce n'est pas juste, en espérant que l'Etat me soutiendra ? »

FERVEUR MILITANTE

La chercheuse observe également la construction d'un récit autour d'une « anti-mafia des héros », une narration dans laquelle la résistance à la 'Ndrangheta s'incarne par des « hommes forts » et des « martyrs » plus que par des actes anonymes. Une analyse vérifiable par exemple à Rosarno, un bourg de 15 000 habitants encerclé par les exploitations agricoles. Ici, à côté de familles ndranguétistes connues de tous, a émergé la figure de Giuseppe Lavorato. Maire communiste de la ville de 1994 à 2003, il est tour à tour décrit comme un « héros », le « padre maestro » ou plus sobrement un « modèle ». A 85 ans, l'homme transpire encore la ferveur militante. La voix fatiguée mais l'œil vif, il raconte les luttes qui l'ont nourri dès la chute du fascisme. Le poing serré, il rejoue les combats pour la répartition des terres, l'augmentation des salaires, le respect des droits des travailleurs. Entre deux inspirations, il récite des bribes de discours prononcés il y a près d'un demi-siècle. Si ses combats dépassent la lutte contre la mafia,

MÉCANIQUE DE LA VIOLENCE

elles entrent « en confrontation directe avec les intérêts de la 'Ndrangheta », assure-t-il. Bien que menacé « une quantité infinie de fois » et malgré les camarades tombés sous les balles ndranguétistes, Giuseppe Lavorato n'a jamais renoncé à ses engagements. Sous son second mandat, sa ville devient l'une des premières municipalités d'Italie à se constituer partie civile dans un procès anti-mafia. Dès que la loi le permet, la mairie réquisitionne et utilise les bâtiments ou terrains saisis. Plus symboliquement, l'édile fera ériger un monument aux victimes de la mafia et organisera une grande fête de la fraternité.

Seulement cinq ans après son départ, en 2008, le conseil municipal de Rosarno sera dissous pour « infiltration mafieuse ». La ville avait déjà connu ce sort en 1992. « Après le départ de Giuseppe Lavorato, la dissolution a résonné comme une désillusion », retrace Elisabetta Tripodi, l'une de ses successeurs. Par « amour » pour sa ville et la Calabre, l'administratrice dans la fonction publique endossera l'écharpe de 2010 à 2015. Décrite comme une héroïne jusque dans les colonnes du « Financial Times », Elisabetta Tripodi entend simplement rétablir une offre de services publics opérante et dynamiser la vie culturelle de la ville. « Revenir à la normalité, résume-t-elle. Mais, même ça, c'est très compliqué. Les mafieux veulent s'insérer dans la sphère économique, récupérer les marchés, garder la main sur les exploitations agricoles. » Menacée à son tour, elle passera sept ans de sa vie sous escorte. Des années de « privations » et de sacrifices dont elle garde un goût amer, notamment lorsqu'elle évoque son fils, qu'elle a dû renoncer à accompagner à l'école.

En 2021, le conseil municipal de Rosarno a été une nouvelle fois dissous, rejoignant ainsi la dizaine de communes italiennes dont la mairie a été dissoute à trois reprises. Cette année, pour la quinzième fois consécutive, la Calabre a été la première région d'Italie en nombre d'entités publiques dissoutes pour infiltration mafieuse. Derrière les trajectoires singulières et les initiatives locales, la résignation semble avoir gagné les habitants de la plaine. Derrière son comptoir, une restauratrice de Rosarno résume : « Ici, il n'y a rien pour les jeunes, rien pour la culture, même pas une piscine ni un cinéma. C'est surtout l'Etat qui nous laisse tomber. » ■